

DANS L'ACTUALITE du 30 et 31 mars 2016

Textes officiels

JORF n° 0076 du 31 mars 2016

Liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics

[Arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics](#)

Publication au JORF n° 0074 du 27 mars 2016

- Avis relatifs aux marchés publics et aux contrats de concessions

[Avis relatif aux seuils de procédure et à la liste des autorités publiques centrales en droit de la commande publique](#)

[Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique](#)

[Avis relatif aux contrats de la commande publique ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques](#)

- Avis relatifs uniquement aux marchés publics

[Avis relatif à la liste des dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail permettant de rejeter une offre comme anormalement basse en matière de marchés publics](#)

[Avis relatif à la nature et au contenu des spécifications techniques dans les marchés publics](#)

Exercice du droit de préemption urbain prévu au chapitre Ier du titre Ier du livre II du code de l'urbanisme

[Décret n° 2016-384 du 30 mars 2016 fixant les conditions de délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par les organes délibérants des organismes mentionnés à l'article L. 211-2 du code de l'urbanisme](#)

Jurisprudence

Recevabilité voie du recours pour excès de pouvoir

[CE 30 mars 2016 M.B., req. n° 383037](#)

Le fait qu'une décision administrative obtenue par fraude ne crée pas de droits au profit de son titulaire et peut être retirée à tout moment constitue un principe général du droit

[CE 30 mars 2016 société Diversité TV France, req. n° 395702](#)

Secret des délibérations et communication des informations relatives à l'environnement qui seraient contenues dans des avis du Conseil d'Etat

[CE 30 mars 2016 association France nature environnement, req. n° 383546](#)

Le Conseil d'État accepte d'être saisi de recours en annulation contre des actes de droit souple, tels que des communiqués de presse ou des prises de position d'autorités publiques

[CE 21 mars 2016 Société Fairvesta International GMBH et autres, req. n° 368082, 368083, 368084](#)

[CE 21 mars 2016 Société NC Numericable, req. n° 390023](#)

Vu par ailleurs

Contentieux

Le droit souple devant le Conseil d'Etat

[C'est une avancée remarquable : la plus haute juridiction administrative a accepté d'être saisie de recours en annulation contre des actes de « droit souple ».](#)

Source : la gazette des communes du 30/03/2016

Contrat public

Marchés publics : l'arrêté sur les documents de candidature est paru

[A la veille de l'entrée en vigueur de la réforme des marchés publics, le dernier arrêté attendu, daté du 29 mars, vient d'être publié au « Journal officiel ».](#)

Source : le Moniteur du 31/03/2016

Le décret Marchés publics enfin publié

[Le tant attendu décret relatif aux marchés publics a été publié ce 27 mars, in extremis avant son entrée en vigueur fixée au 1er avril 2016.](#)

Source : localtis.info du 30/03/2016

Décret « Marchés publics » : ce qu'il faut retenir

[Le décret « marchés publics » a été publié le 27 mars 2016 au Journal officiel et entre en vigueur... le 1er avril ! Le point sur les principales mesures, avec Raphaël Apelbaum, avocat associé chez Lexcase avocats.](#)

Source : la gazette des communes du 30/03/2016

Urbanisme

Droit de préemption urbaine : les conditions de délégation précisées par décret

[Le décret n° 2016-384 du 30 mars 2016 « fixant les conditions de délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par les organes délibérants des organismes mentionnés à l'article L. 211-2 du code de l'urbanisme », a été publié au Journal Officiel du 31 mars.](#)

Source : le Moniteur du 31/03/2016

L'ordonnance pour faire rimer procédures d'urbanisme et autorisations environnementales est parue

[L'ordonnance relative à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du Code de l'environnement, présentée lors du dernier Conseil des ministres \(lire notre article ci-contre\), a été publiée ce 26 mars. Un décret d'application paru concomitamment vient la compléter.](#)

Source : localtis.info du 30/03/2016

Recours abusifs contre les permis de construire : les sanctions commencent à tomber

[L'article L.600-7 du Code de l'urbanisme, issu de l'ordonnance du 18 juillet 2013 relative au contentieux de l'urbanisme \(voir nos articles ci-contre\), prévoit que ...](#)

Source : localtis.info du 30/03/2016

A Toulouse, étudiants en architecture et promoteurs ont pensé ensemble cinq entrées de l'agglomération

[Pendant le premier trimestre universitaire, 30 étudiants et une vingtaine de promoteurs ont planché sur cinq portes de l'agglomération toulousaine dans le cadre d'un partenariat inédit entre la fédération des promoteurs immobiliers de Midi-Pyrénées et l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse.](#)

Source : le Moniteur du 30/03/2016

Environnement

Ville durable : les territoires démonstrateurs passent de onze à seize

[Les ministres de l'Environnement et du Logement ont détaillé le 25 mars les espoirs et réalisations des seize lauréats du premier appel à projets "Démonstrateurs industriels pour la ville durable".](#)

Source : localtis.info du 31/03/2016

Collectivités territoriales

Projet de loi Sapin 2 : les principales mesures pour le BTP

[Le ministre des Finances et des Comptes publics, Michel Sapin a présenté à Bercy le 30 mars le projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dit Sapin 2. De nombreuses dispositions impactent les entreprises du BTP et les personnes publiques.](#)

Source : le Moniteur du 30/03/2016

Presse

Montpellier rénove son Polygone pour booster ses commerces de centre-ville

[Socri injecte 40 millions d'euros dans la rénovation de ce centre commercial vieillissant mais emblématique. La ville développe un plan d'action pour le centre-ville confronté à la concurrence de deux gigacentres commerciaux.](#)

Source : les Echos du 31/03/2016

Sacs en plastique : chronique d'une mort annoncée

[La distribution aux caisses de sacs en plastique à usage unique sera interdite en France dès le 1 er juillet, le décret est paru au Journal officiel. Puis, le 1er janvier prochain, ce sera au tour des emballages qui ne sont pas en caisse.](#)

Source : les Echos du 31/03/2016

Première pierre pour le quartier d'affaires Baltard

[Le projet d'aménagement, piloté par Eiffage depuis 2008, a été ralenti. Aucune construction ne sera réalisée sur la gare du RER A.](#)

Source : les Echos du 30/03/2016